Le Burundi ratifie le protocole portant création de l'Union monétaire de l'EAC

@rib News, 26/11/2014 – Source Xinhua – L'Assemblée nationale (chambre basse) du Burundi a adopté mercredi, à l'unanimité, le Protocole portant création de l'Union monétaire de la Communauté est-africaine (East african community EAC) signé par les chefs d'Etat des cinq pays de la Communauté le 30 novembre 2013 à Kampala en Ouganda. "L'Union monétaire de l'EAC a pour objectif de promouvoir et maintenir la stabilité monétaire et financière visant à faciliter l'intégration économique afin d'atteindre la croissance et le développement durables de la Communauté", a expliqué aux députés le ministre de la Bonne gouvernance et de la Privatisation, Ernest Mberamiheto.

Il a justifié l'adhésion à ce protocole par des avantages qui vont en résulter, y compris l'élimination des coûts de transitions avec les partenaires, notamment les coûts liés au change et de l'élimination du risque de change pour les transactions avec les partenaires où les paiements sont réglés en monnaie commune dans la zone. Il s'agit aussi de l'élimination de l'incertitude liée au risque de change pour les investisseurs, des compétitions et d'une meilleure compatibilité des prix où il n'y aura plus de segmentation de marché et où les prix auront tendance à être les mêmes dans la zone monétaire. En outre, l'Union monétaire soutient le Marché commun, un des piliers de la CEA, et aide à maintenir la discipline budgétaire puisque tous les Etats partenaires vont adopter les mêmes règles humanitaires. Avant de postuler à l'Union monétaire de l'EAC, les Etats de l'EAC doivent répondre à une série de préalables proposés, le Burundi bénéficiera d'une période de 10 ans avant d'accéder à une monnaie unique en 2024. Selon le paragraphe 2 de l'article 5 du Traité portant création de l'EAC, les Etats partenaires de la Communauté (Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Burundi) se sont engagés à établir entre eux une Union douanière, un Marché commun, une Union monétaire, et en phase ultime, une Fédération politique.